

Fernand Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières.

78, RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS (VII) LITRE 50-40

C. C. P. Paris 2.850-04

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.

1er Mai 1895.

SOMMAIRE - N° 2 - Juillet-Août 1949.

	Page
- Opinions. Que signifie la crise britannique?	3
- À propos des grèves des cheminots anglais.....	4
- Débat permanent sur les problèmes de l'éducation ouvrière: La conférence des adultes d'Elseneur	8
- Lettres de nos lecteurs	11
- <u>Les textes à relire</u> : Le Manifeste de Zimmerwald	13
La structure confédérale et son histoire (suite)	18
<u>Documents</u> : A. Le Xe Congrès des syndicats russes	22
B. L'obsession des salaires (d'après S.Weil) ..	23

Le numéro : 20 f. - Abonnement ordinaire : 6 numéros ; 100 f.
 Abon.de soutien : 6 numéros ; 200 f. minimum.
 par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Education Nationale
 PARIS 2850-01.

Envoyer toute la correspondance à WALUSINSKI Gérant.

OPINIONS.QUE SIGNIFIE LA CRISE BRITANNIQUE?

Que l'expérience travailliste en Grande Bretagne traverse une crise, on ne peut le nier.

Grèves des cheminots (on en lira plus loin une appréciation), grève des dockers : il semble que le mouvement parte le plus souvent, de la base bousculant quelque peu les responsables syndicaux. Si les Trade-Unions sont liés au Parti Travailliste qui détient le pouvoir on devra donc reconnaître d'abord qu'on attend des syndicats Russes ou Tchèques une semblable preuve de leur indépendance à l'égard de l'Etat. Reste aussi à l'actif des syndicats anglais qu'ils ont su jusqu'à ce jour résister au noyautage et à la démagogie des agents staliniens.

La classe ouvrière britannique supporte néanmoins en grande partie l'effort représenté par la politique économique de Stafford Cripps. Celle-ci n'a pas réussi à accroître sans cesse les exportations. Le gouvernement anglais est amené à augmenter ses demandes de crédit en dollars à l'O.E.C.E. (organisation européenne de coopération économique).

Faut-il admettre, comme certains le suggèrent, que l'effort de la classe ouvrière anglaise n'a pas été suffisant et que seule la contrainte, la méthode des démocraties dites populaires, aurait permis à la Grande Bretagne de mener à bien son expérience? Mais alors quel espoir resterait il aux hommes qui se veulent libres?

Faut-il, avec d'autres, regretter que les Travaillistes aient entrepris leur effort trop tôt après la fin de la guerre et alors que la situation générale du monde leur était défavorable? Attendre, toujours attendre, n'est-ce pas à la manière du perruquier bien connu, toujours remettre à plus tard les réformes nécessaires?

N'est-il pas plus sage de regretter qu'un certain isolationnisme ait fait se méfier les insulaires d'une coopération européenne dont le grand mérite, à nos yeux, est de faire éclater les cadres nationaux? Le gouvernement travailliste, autrement dit, n'a-t-il pas mené une politique plus britannique dans ses actes extérieurs que travailliste dans toutes ses réalisations, intérieures et extérieures. Nous serons les derniers à nier le succès de certaines réformes sociales anglaises. Mais la réalisation du socialisme est-elle possible dans le cadre d'une politique nationaliste?

La monstrueuse xénophobie développée en U.R.S.S. sous prétexte de lutte contre le cosmopolitisme, montre le danger

de ce que nous croyons être l'erreur travailliste. Le syndicalisme libre se doit, pensons-nous, d'insister sur la malfaisance de toutes les politiques nationalistes. Politiques de grandeur, peut-être; non politiques de paix et d'émancipation sociale.

G. WALUSINSKI.

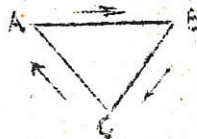
A PROPOS DES GREVES DES CHEMINOTS ANGLAIS.

La récente grève des dockers de Londres a provoqué de si graves réactions du gouvernement anglais, - l'état d'urgence a été décrété -, que l'on a déjà un peu oublié les grèves qui avaient auparavant éclaté dans les chemins de fer britanniques. On a dit, à cette occasion, qu'un désaccord allait s'approfondissant entre les travailleurs et les responsables des Trade Unions, dont l'organisation est liée, comme on sait, au Parti travailliste. Un Camarade anglais a bien voulu nous expliquer les causes de ces grèves et nous donner son avis sur ce désaccord.

GREVES DU DIMANCHE ET GREVES PERLEES.

Ces temps derniers, en Grande Bretagne, nous avons connu dans certains secteurs des chemins de Fer, une action militante modérée. Les grévistes se rangeaient en deux catégories:

- a) - Les agents des trains qui refusaient de travailler le dimanche pour protester contre le rétablissement d'un nombre accru de "doubles voyages": c'est-à-dire, départ de l'agent du dépôt A, qui est le sien, pour un dépôt B, puis après un repos d'au moins neuf heures, reprise du service pour le retour au dépôt A. Il arrivait d'ailleurs fréquemment qu'on lui fasse même accomplir un triple voyage, qu'on pourrait représenter ainsi :



- b) - Les agents des services de marchandises ont fait la grève perlée. Cette action résultait du mécontentement devant la lenteur des pourparlers entre le Conseil d'Administration des Chemins de Fer et l'Union Nationale des Cheminots qui réclamait une augmentation de 10/- par semaine (un peu plus de 500 frs) pour tous ses adhérents.

Ces deux mouvements des cheminots étaient en désaccord avec la position des responsables syndicaux. Néanmoins, ils leur étaient un soutien dans les négociations avec les magnats du Chemin de Fer. Il faut analyser la cause de ces mouvements des cheminots pour bien les comprendre.

GREVISTES DU DIMANCHE.-

Il y a des années que la masse des syndiqués de l'Union Nationale des Cheminots et de l'Association des Mécaniciens et Chauffeurs, s'opposent vigoureusement au principe et à l'application du "double voyage". Les responsables de l'Association des mécaniciens et chauffeurs ont accepté l'augmentation du nombre des doubles voyages en mai dernier devant l'argument qu'il n'y avait pas d'autre méthode pour assurer la marche régulière de certains trains. L'Union Nationale des Cheminots officiellement a un point de vue opposé à celui des mécaniciens et chauffeurs. L'Union Nationale est persuadée, et tous les agents des trains avec elle, que tout le travail peut se faire sur la base du "voyage unique". En dépit de cette position de l'Union Nationale, et des objections de la base chez les mécaniciens et chauffeurs, le Conseil d'administration des Chemins de Fer poursuivit l'exécution de ses plans pour l'augmentation du nombre des "voyages doubles", à partir du 23 mai. C'est à cause de cette attitude dictatoriale du Conseil d'Administration que les hommes dans la Région la plus atteinte (l'Angleterre du Nord-Est) décidèrent, en signe de protestation, de cesser le travail le dimanche 23 mai, et chaque dimanche par la suite, jusqu'à ce que le Conseil eût retiré sa nouvelle formule de marche des trains.

En ce qui concerne les mécaniciens et chauffeurs, cette action de la base était en contradiction avec la position prise par les dirigeants, mais ne s'opposait pas à celle de l'Union Nationale des Cheminots. Les deux organisations demandèrent à leurs adhérents de reprendre le travail le dimanche, leur action n'ayant aucun caractère officiel. Les travailleurs refusèrent d'obéir au commandement de leurs dirigeants syndicaux. Pendant cette période, l'Union Nationale poursuivait la revendication d'augmentation des salaires devant le Conseil d'Administration des Chemins de fer. Brusquement, celui-ci refusa de continuer les négociations sous le prétexte qu'en se montrant incapable de faire reprendre le travail à leurs mandants, les responsables syndicaux prouvaient qu'ils n'avaient aucune qualité pour négocier en leur nom. Les grévistes du dimanche réagirent immédiatement à ce défi porté au pouvoir de leurs dirigeants en reprenant le travail sur le champ, avec la réserve que leurs revendications devraient obtenir une solution satisfaisante avant la fin de Juin.

Aussitôt que le travail eut été repris, le Conseil d'Administration des Chemins de Fer rouvrit les négociations avec l'Union Nationale des Cheminots concernant les revendications de salaires. Seule, l'Union Nationale avait posé la question des salaires. Malgré cela, le Conseil d'administration étendit l'invitation à prendre part aux discussions à l'Association des mécaniciens et chauffeurs et à l'Association des employés de bureaux des Chemins de Fer. Cette procédure ouvre un angle nouveau parce que ces deux derniers syndicats s'opposent, pour l'instant à une politique d'augmentation des salaires. Les résultats de ces négociations, au moment où j'écris cet article, ne sont connus que de quelques personnes. Mon opinion personnelle est que l'Union Nationale va sans doute rejeter les offres qui lui seront faites par le Conseil d'administration, parce qu'elles seront insuffisantes.

GREVES PERLEES.

Nous ne classons généralement pas cette méthode d'action sous le titre de grève. Elle consiste en l'application stricte des règlements. Tous ceux qui connaissent le travail dans les Chemins de Fer savent qu'il leur serait impossible de fonctionner si chacun voulait s'en tenir strictement aux prescriptions. A la suite du retard apporté aux pourparlers concernant la question des salaires, les cheminots de quelques-uns des grands dépôts de marchandises ont pratiqué la politique du "travail suivant les règlements", ou encore "du travail au ralenti". La conséquence en fut l'embouteillage de ces dépôts. Les commerçants ont été sérieusement gênés par ce retard apporté à la réception des marchandises. Leur position devint même si grave que les hommes reprirent leur méthode de travail habituelle en attendant que fût statué sur la revendication de leur fédération. Eux aussi menaçaient de se livrer à une action vigoureuse contre le Conseil d'Administration si on ne donnait pas satisfaction aux revendications de l'Union Nationale des Cheminots.

Les traits dominants de ces deux actions différentes de la base sont :

- a - Elles ne portent pas atteinte à la constitution des syndicats et ne la violent pas.
- b - Elles ne sont pas contraires aux lois du pays.

Elles sont entrées en jeu pendant la dernière partie de cette dernière guerre alors que les hommes savaient le danger qu'ils couraient d'une action répressive du gouvernement agissant de par la loi de défense du Royaume.

On peut se demander si le Gouvernement travailliste a trahi les travailleurs dans cette bagarre des chemins de fer. Mais il faut tenir compte du fait que le Gouvernement est un corps politique qui doit se soucier du bien de l'Etat dans la totalité. Les syndicats ne se préoccupent que de procurer à leurs adhérents leur pleine part des bénéfices d'une industrie donnée. Les positions du Parti Travailliste et des Syndicats sont très proches l'une de l'autre, mais nous devons nous souvenir de deux choses :

Le Parti Travailliste se préoccupe de la reconstruction économique de notre pays pour aboutir à l'entière matérialisation de sa politique socialiste.

Les Syndicats, tout en tenant compte de ce fait, suivent en réalité leur politique propre, qui consiste à soutirer ce qu'ils peuvent dans une situation économique quelconque, pour en faire bénéficier leurs membres.

Il n'y a pas de désaccord sérieux entre les travailleurs et le Parti travailliste, parce que les premiers comprennent l'importance d'un facteur nouveau : c'est que le socialisme vient seulement d'entrer en fonction après des siècles de gouvernement réactionnaire. Le Gouvernement travailliste a du conserver des experts aux postes administratifs et techniques dans les industries nationalisées, tout en sachant fort bien que la majorité en est réactionnaire.

Les travailleurs demandent une part plus grande dans la gestion des industries nationalisées, et le Gouvernement travailliste est en train de préparer des projets qui permettront aux travailleurs de recevoir la formation nécessaire et d'occuper ces hautes fonctions de responsabilité. La position économique de la Grande Bretagne est grave en ce moment et le Gouvernement s'oppose à la politique des salaires poussant à l'augmentation des prix, par crainte de l'inflation; mais dans ce cas précis, l'Union Nationale des Cheminots est forcée de maintenir sa position vigoureusement revendicatrice, à cause de la triste situation matérielle d'une partie de ses membres.

G. THOMAS

Association des Mécaniciens et Chauffeurs

SWANSEA

Débat permanent :

Les problèmes de l'éducation ouvrière.

LA CONFERENCE DES ADULTES D'ELSENEUR.

Les deux grandes guerres qui se sont succédées en l'espace d'une génération et qui ont ébranlé l'équilibre déjà si précaire de l'économie mondiale, ont eu dans le domaine spirituel quelques conséquences qui méritent de retenir l'attention. Nous ne voudrions citer que l'idée généreuse qui a présidé à la création de la Société des Nations, comme à celle de l'O.N.U. sans nous y attarder. Mais de même que parmi les rêves de la S.D.N., le B.I.T. a pris solidement corps et rend d'appréciables services, on peut souhaiter à l'U.N.E.S.C.O., émanation des Nations Unies, spécialiste dans les problèmes de la science, de la recherche et de l'éducation, de trouver sa voie et d'établir, elle aussi la trame de ce tissu de solidarité mondiale où peut-être un jour on parviendra à langer tendrement l'entente internationale.

Parmi les nombreuses activités où l'U.N.E.S.C.O. tâtonne en ses débuts, il en est une que nous retiendrons, de date toute récente, mais susceptible sans doute d'un développement intéressant. Récemment, en effet, à Beyrouth, l'U.N.E.S.C.O. décidait en une résolution, de donner son appui aux oeuvres d'éducation des adultes. C'est en application de cette décision qu'une conférence fut convoquée du 16 au 25 juin au Danemark. On ne peut pas dire que la presse accorda un grand retentissement à cette initiative. Elle en valait pourtant la peine.

Le lieu choisi, Elsenaur, antique petite ville, et port important, sous le soleil cuisant de juin et son ciel sans brume, avec sa mer lissée et ses maisons aux jardins fleuris et bien soignés, évoquait moins le souvenir torturé de Hamlet que l'effort persévérant et constructeur d'un peuple attaché aux réalisations socialistes. Nous dirons volontiers "un peuple" en parlant de ces Scandinaves, proches par la langue certes, mais frères surtout d'amitié et de conception de la vie, aimant la paix et le travail en commun, luttant bravement et pied à pied pour leur indépendance, leur liberté et leur idéal démocratique. Nulle part on ne trouve pareillement récompensé l'effort tenace des générations successives. Aussi nous a-t-il paru d'un heureux symbole que la conférence pour l'Education des

adultes, la première, fût placée au seuil même de la Scandinavie.

Egalement de bon augure nous parut le fait que l'une au moins des quatre commissions chargées d'élaborer les résolutions finales et qui représentaient donc la valeur-travail de la Conférence - le reste n'étant que discours - eût été confiée à la présidence et ferme direction du secrétaire général de l'Association d'Education ouvrière de Grande Bretagne. Une question fort importante se pose en effet dès la formation de cet organisme nouveau. L'U.N.E.S.C.O. est une émanation officielle, une espèce de service gouvernemental à l'échelon international. Pour réunir les délégations compétentes, c'est aux gouvernements que l'U.N.E.S.C.O. s'est tout naturellement adressé. Nous y trouvons, avons-nous besoin de le dire, fort à reprendre. Car si certains gouvernements éclairés - en Grande Bretagne, en Suède, au Danemark, en Belgique, aux Etats-Unis - firent appel dans la composition de ces délégations aux spécialistes de l'éducation des adultes qui sont les responsables de l'éducation ouvrière, nous n'étonnerons personne en disant que bien plus nombreux furent les pays qui déléguèrent quelques vagues fonctionnaires - vagues principalement quant à leur connaissance du sujet traité. Il nous paraît, en effet, qu'à l'heure actuelle le problème : éducation des adultes, est faussement posé. Les oisifs n'étant plus qu'une minorité peu agissante, c'est la question : éducation des travailleurs, qu'il convient avant tout de traiter. Les matières des études ne seront sans doute pas les mêmes, l'angle sous lequel on les abordera variera, le but surtout se réhaussera, croyons-nous de quelques degrés. Nous voulons dire qu'on n'entreprendra plus ces études, disons de langues, de littérature ou de mathématiques pour l'égoïste plaisir de passer quelques heures de loisir agréablement. Un sens encore assez peu développé, celui de la responsabilité sociale devra se créer et se consolider, un désir de s'enrichir intellectuellement et moralement pour le plus grand profit de la communauté, d'aborder des sciences rébarbatives et qui exigent un effort d'attention et une persévérance difficilement conciliables, sans doute, avec la fatigue d'une journée de travail et les innombrables occupations dont nous voyons que chacun est toujours accablé.

Voilà, tout au moins, notre pensée. La classe ouvrière, faute de compétence, risque de perdre le fruit d'années de lentes conquêtes. Acquérir cette compétence lui est indispensable. Mais il faut que l'effort soit non seulement accepté, mais tenacement recherché. Il faut que nous imposions notre conception de l'éducation des adultes, contenu et méthodes, que nos recherches dans ce domaine s'appuient sur celles d'autres mouvements, que les essais tentés partout dans le monde s'épaulent, que

les efforts se rejoignent. L'U.N.E.S.C.O. doit comprendre, et nous aussi, que c'est ainsi que s'effectuera le meilleur travail.

Denyse WURMSER.

Membre du bureau de la Fédération
Internationale des Associations
d'Education Ouvrière.

LECTEUR DE CES CAHIERS TU PEUX NOUS AIDER !

Fais lire ces cahiers à tes camarades d'atelier.
Envoie-nous des abonnements.

Ecris-nous. Adresse-nous tes critiques et tes
vœux.

Demande à ton syndicat, à ton U.D., à ta Fédération de nous envoyer ses publications; en retour nous lui ferons le service des CAHIERS qui ont leur place dans les bibliothèques syndicales.

Si tu n'as pas lu le premier numéro des CAHIERS,
demande-le-nous.

Dresse-nous la liste des camarades que tu connais
et qui sont susceptibles de devenir des lecteurs ou
des abonnés.

LETTRES DE NOS LECTEURS.

Dans les lettres que nos lecteurs ont bien voulu nous envoyer depuis la publication de notre premier numéro, nous avons trouvé des encouragements et des critiques. Celles-ci nous sont au moins aussi utiles que ceux-là; que nos correspondants soient remerciés des uns et des autres.

L'imparfaite présentation des Cahiers a été soulignée. Dans toute la mesure de nos moyens nous essayons de faire mieux pour ce deuxième numéro. Le mieux serait encore de pouvoir nous faire imprimer. Que chacun mette du sien, que chaque lecteur soit un actif diffuseur, un infatigable recruteur d'abonnés et nous atteindrons le but.

Nous l'atteindrons d'autant plus facilement que, par leur contenu, ces Cahiers répondront mieux aux besoins des syndicalistes, par qui et pour qui ils sont faits. Signalons, pour nous en réjouir, que parmi nos correspondants, il est des syndicalistes particulièrement avertis et ayant derrière eux le passé syndical le plus honorable et en même temps des jeunes syndicalistes, encore inexpérimentés mais pleins d'énergie et de volonté. Nous citerons quelques-uns de leurs propos (que nos correspondants nous excusent de les citer ou nous pardonnent de ne pas les nommer, seule façon pensons-nous de satisfaire tout le monde).

"N'oubliez pas que la tâche est double, - nous écrit un vieux syndicaliste de bon conseil -, dévêler les problèmes syndicaux d'aujourd'hui, acquérir les connaissances de base historiques, économiques, philosophiques nécessaires à quiconque ne se figure pas que le mouvement ouvrier est né avec sa génération..."

Un autre correspondant voit deux parties essentielles dans des cahiers tels que ceux-ci : "La première doit porter sur les méthodes d'éducation ouvrière. Je crois absolument indispensable qu'il y ait une discussion permanente sur ces méthodes afin d'éviter la routine et par conséquent d'aller sans cesse vers des méthodes toujours mieux adaptées. Je signalerai à ce sujet un des aspects qui m'apparaît essentiel : comment poursuivre une éducation ouvrière valable sans retirer les camarades élèves de leur organisation syndicale, c'est-à-dire comment peuvent-ils allier leur formation théorique à leur formation syndicale pratique.

La deuxième partie doit comporter la publication de textes et documents concernant les différentes questions qui sollicitent les militants syndicalistes. L'intérêt de cette partie réside dans le fait que bien souvent, quantité de revues ou de livres étant inaccessibles, de nombreux points de vues, utiles à connaître, sont totalement ignorés de nos camarades".

Un jeune secrétaire d'Union Locale de banlieue parisienne, qui ne milite que depuis 3 ans écrit : "J'aspire à connaître à fond le passé syndical, mais il faut aussi aller de l'avant".

Un autre jeune écrit : "Devenir un militant, c'est bien; essayer de faire triompher l'idéologie du syndicalisme libre, c'est également bien, mais si vous ne vous préparez pas à monter sur les planches, votre travail sera réduit à néant. Malheureusement tous les jeunes militants en sont là et je suis du nombre. Tout récemment je déclarais à un secrétaire confédéral que la confédération devait méconnaître nos difficultés. Il eut beau me rassurer, sa réponse ne fut pas convaincante. Parti comme autonome en 1947, je me suis vu subitement pris dans l'engrenage syndical. La scission est survenue, mes camarades m'ont demandé de prendre en mains la responsabilité des syndicats F.O. du département. A mes côtés, aucun vieux syndiqué pour me conseiller; le travail qui a été accompli a été puisé dans la faible documentation dont nous disposions".

La commission de rédaction des CAHIERS a cherché à satisfaire mieux nos correspondants. Une rubrique permanente sur les problèmes de l'éducation ouvrière sera ouverte à tous les échos, tant des expériences faites en France que de ce qui se fait à l'étranger. Que ces CAHIERS soient le lieu de rencontre et de confrontation de tous les courants!

Quant aux documents que nous publierons on pense bien que notre souci est de donner à nos lecteurs des matériaux utiles et que notre intervention se borne à les choisir (il le faut bien!) mais que nous ne voulons pas les commenter. Si leur lecture inspire à certains lecteurs des réflexions qu'ils voudraient bien nous confier, peut-être alors sera-t-il utile de les publier; c'est un essai à faire.

Enfin si l'amélioration de notre formule, si nos progrès sont lents, nous demanderons à nos lecteurs de la patience et en même temps, de l'aide. Celle-ci est le témoignage d'encouragement le plus précieux.

P.S. - Un camarade nous fait observer que la citation de Pelloutier reproduite dans notre titre est extraite de la "Lettre aux anarchistes" de 1899 et ne date pas, comme nous l'avons fait imprimer par erreur de 1895. Il nous faut, hélas, épuiser notre stock de feuilles. Mais que ce mot indique bien notre volonté de ne pas persister dans notre erreur.

LES TEXTES A RELIRE.

LE MANIFESTE DE ZIMMERWALD

Si l'on s'en tient aux apparences, les manifestations bruyantes - et peut-être trop "bien" orchestrées -, en faveur de rassemblements pour la paix n'auraient pas eu d'écho profond dans l'opinion. Il est vrai que pour certains il n'y avait là qu'un mot d'ordre d'agitation politique soigneusement orientée. Pour d'autres, au contraire, nombreux croyons-nous dans le mouvement syndical libre, le besoin existe de réfléchir sur les meilleurs moyens d'agir pour sauvegarder ou construire la paix. S'agit-il, comme certains l'ont dit, d'un réveil de l'esprit de Zimmerwald?

La conférence qui s'est réunie dans ce petit village suisse en 1915 n'était pas animée seulement par des syndicalistes mais par des représentants de diverses tendances du mouvement ouvrier. Ce sont deux syndicalistes A. MERRHEIM, secrétaire de la Fédération des Métaux, et A. BOURDERON, secrétaire de la Fédération du Tonneau, qui y représentèrent la minorité de la C.G.T. française.

Aujourd'hui comme alors tous les syndicalistes ne seront peut-être pas d'accord sur les thèses de ce Manifeste. Aujourd'hui autant qu'hier il mérite d'être relu.

PROLETAIRES D'EUROPE!

Voici plus d'un an que dure la guerre! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déclenchement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle

sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les Etats balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait ils en-
sèvelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs
propres peuples en même temps que l'indépendance des
autres nations. De nouvelles chaînes, de nouvelles charges voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déclenchement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient
du sort des peuples : les gouvernements - monarchiques ou
républicains, - la diplomatie secrète, les puissantes orga-
nisations patronales, les partis bourgeois, la presse capi-
taliste, l'Eglise : sur elles toutes pèse la responsabilité
de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit,

qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

OUVRIERS !

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux, des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisation ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besoins diverses; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'"Union sacrée". Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens

d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploités mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre; Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

PROLETAIRES !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entre-tuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble; son accomplissement doit être notre oeuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de

la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915:
Au nom de la Conférence socialiste internationale,
Pour la délégation allemande : Georg LEDEBOUR,
Adolf HOFFMANN.
Pour la délégation française : A. BOURDERON,
A. MERRHEIM.
Pour la délégation italienne : G.E. MODIGLIANI,
Constantino LAZZARI.
Pour la délégation russe : N. LENINE, Paul
AXELROD, M. BOBROV.
Pour la délégation polonaise : St. LAPINSKI,
A. VARSKI, Cz. HANECKI.
Pour la Fédération socialiste interbalkanique :
Au nom de la délégation roumaine : C. RACOV-
SKI; au nom de la délégation bulgare :
Vassil KOLAROV.
Pour la délégation suédoise et norvégienne :
Z. LOGLUND, Ture NERMAN.
Pour la délégation hollandaise : H. ROLAND HOLST.
Pour la délégation suisse : Robert GRIMM, Charles
NAINÉ.

(D'après ROSMER, "Le Mouvement
ouvrier pendant la guerre", p. 379).

Note. - L'"Independent Labour Party" s'est déclaré d'accord avec le but de la Conférence et pour les délibérations il avait déjà nommé ses délégués. Mais le gouvernement de l'Angleterre "libre et démocratique" leur refusa les passeports, de sorte que les délégués de l'I.L.P. ne purent se rendre en Suisse. Par suite, les représentants de la classe ouvrière britannique n'ont pas encore signé le manifeste, dont ils approuvent pleinement les tendances.

LA STRUCTURE CONFEDERALE ET SON HISTOIRE.

(suite)

D'après l'ouvrage de A. Philip, "Trade Unionisme et syndicalisme", nous avons publié dans notre premier numéro ce qui concernait l'organisation des syndicats et des U.D. avant 1914. Voici, pour finir quelle était l'organisation des fédérations et de la confédération.

- III -

Les syndicats, réunis territorialement dans les Bourses et les U.D., sont groupés professionnellement dans leurs Fédérations de métier et d'industrie. Le mouvement syndical d'avant-guerre a connu les discussions entre ces deux types d'organisations sans jamais aboutir aux dissensions qui ont caractérisé en cette matière les organisations anglo-saxonnes.

Lors de sa constitution en 1902, la C.G.T. groupait des Fédérations de métier (mouleurs, mécaniciens, tourneurs, peintres), des Fédérations d'industrie réunissant les ouvriers d'après la matière employée (métallurgie), des Fédérations les unissant d'après l'affectation commune du produit fabriqué (Fédération du Livre ou du bâtiment).

Mais dès 1900, lors d'un débat entre les mécaniciens et les mouleurs, un des principaux leaders syndicalistes, Griffuelhes, avait pris position en faveur des Fédérations d'industrie, et le Congrès de Rennes tentait d'établir une classification des principales industries. Le Congrès d'Amiens (1906) devait modifier les statuts de la C.G.T. afin de n'admettre désormais comme organisations nouvelles que des Fédérations d'industrie. "La C.G.T., lisons-nous, est constituée par des Fédérations d'industrie; elle admet directement des syndicats dont les professions ne sont pas encore constituées en Fédérations d'industrie; toutes les organisations (lisez les Fédérations de métier) adhérentes antérieurement à la C.G.T., continueront à fonctionner; les syndicats admis isolément seront groupés en une Fédération d'industrie dès qu'ils seront au nombre de trois, à moins qu'ils ne se rattachent à une Fédération déjà existante." En conséquence de cette décision, le Congrès donnait mandat au Comité confédéral de provoquer des fusions entre les organisations des divers métiers; c'est ainsi que se tint, en 1907, un Congrès de Fédération des syndicats du bâtiment; seuls les peintres refu-

sèrent d'y adhérer, mais ils se rallièrent l'année suivante; en 1908, en effet, au Congrès de Marseille, après un débat entre Coupât, des mécaniciens, partisan du syndicat de métier, et Morrheim, défendant les Fédérations d'industrie, le Congrès se prononça pour une fusion entre les mécaniciens et les métallurgistes, fusion qui se produisit en 1909. Enfin le Congrès de Toulouse ordonna la fusion des dernières organisations de métier et créa une commission confédérale de délimitation des Fédérations; à la veille de la guerre, le syndicalisme d'industrie avait complètement triomphé.

Ces Fédérations d'industrie sont de trois types; le plus fréquent avant 1914 était celui de la Fédération décentralisée où le comité fédéral, comprenant un délégué par syndicat, quelle que soit son importance, se bornait à coordonner les activités des groupements locaux; tel était le cas de la Fédération du bâtiment avec 366 syndicats quasi autonomes, celle de la verrerie avec 57 syndicats, les mouleurs avec 70, la métallurgie avec 147, le textile avec 126, les cuirs et peaux avec 63, les bûcherons avec 104, etc...

Plus rares étaient les Fédérations centralisées dont le meilleur type était fourni par la Fédération du Livre; ici, le comité fédéral était désigné proportionnellement au nombre d'adhérents de chaque groupe (un délégué par 400 syndiqués) et réunissait presque tous les pouvoirs; les syndicats n'avaient la responsabilité que de leurs fonds personnels, la Fédération gérant les fonds de chômage, de maladie et de solidarité, et n'accordant son appui financier à une grève que si celle-ci avait été préalablement autorisée. Enfin, certaines professions ne comptaient qu'un syndicat national, avec des sections locales dépourvues de tout pouvoir; c'était le cas des chemins de fer, des postes, et en général des syndicats de fonctionnaires qui commençaient à se former au début du XXe siècle.

Le premier effort en cette matière date de 1887, où un syndicat des instituteurs parisiens tenta de se constituer, mais une circulaire du ministre le déclara illicite et le dépôt des statuts fut refusé par l'autorité préfectorale; une tentative d'organisation des postiers en 1891 se heurta à la même mauvaise volonté. Cependant, le mouvement reprit chez les instituteurs en 1899, à l'occasion de l'inauguration d'un monument élevé à la mémoire de certains instituteurs de l'Aisne fusillés par les Allemands en 1871; ce fut sous la forme d'amicales qu'ils se réunirent bientôt, tinrent des congrès en 1900 et 1906, et constituèrent finalement une Fédération des amicales; en 1899 également se constitua un syndicat des P.T.T.; en 1901, un syndicat des employés d'octroi; en 1905, les groupements de fonctionnaires et employés formaient entre eux un

comité pour la défense du droit syndical; en 1906, Briand, ministre de l'Instruction publique, affirma "qu'il ne tolérerait plus désormais ni la formation de syndicats de fonctionnaires, ni, à plus forte raison, l'affiliation de ces prétendus syndicats aux Bourses du Travail". Clémenceau, président du Conseil, présenta un projet de statut limitant les droits des fonctionnaires, et le comité d'entente, ayant élevé une vive protestation, riposta par la révocation de tous les signataires de la protestation; en conséquence, les syndicats se multiplièrent, prenant parfois la forme juridique de la loi de 1901 (association déclarée), mais aboutissant toujours à une forte centralisation et, dès 1909, à la constitution d'une Fédération générale des fonctionnaires.

Malgré ces exemples, les syndicats nationaux et Fédérations centralisées restaient dans l'avant-guerre une faible minorité; la plupart des organisations ouvrières étaient au contraire fidèles au principe fédéral, chaque syndicat local disposant de ses propres finances et pouvant décider souverainement du déclenchement d'une grève.

- IV -

La C.G.T. enfin, telle qu'elle fut constituée en 1902, n'apparaît pas comme une organisation autonome, mais simplement comme un service administratif commun aux divers syndicats, chargé de coordonner, de délibérer, mais jamais d'agir de sa propre initiative. Ce que l'on appelle alors la C.G.T. n'est en effet pas autre chose que la réunion du comité de la Fédération des Unions départementales et du comité de la Fédération des Fédérations d'industrie, constituant le comité confédéral; c'est lui qui, dans l'intervalle des Congrès, décide de l'orientation de la C.G.T. En dehors de ses réunions mensuelles, la C.G.T. est administrée par un bureau composé lui aussi de la réunion des deux bureaux, le secrétaire de la Fédération des Fédérations d'industrie étant d'office secrétaire de la C.G.T.; les deux sections participent également à la constitution de diverses commissions, celle de la délimitation des Fédérations, de la Trésorerie de la Grève générale, de la Voix du Peuple l'organe confédéral, la commission de contrôle enfin.

Mais l'autorité suprême dans la C.G.T. restait, dès l'avant-guerre, le Congrès confédéral; celui-ci réunit une fois par an tous les syndicats confédérés, mais les seuls syndicats locaux; les Bourses du Travail, les Unions départementales et les Fédérations d'industrie ont seulement voix consultative, mais non pas délibérative. Ces syndicats, au nom des principes fédéralistes, sont considérés comme rigoureusement égaux les uns aux autres et disposent chacun d'une seule voix, quel que soit le

nombre de leurs adhérents, de même qu'au comité confédéral chaque organisation n'a droit qu'à un délégué. Au Congrès de Bourges de 1904, Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, tenta d'obtenir l'introduction de la représentation proportionnelle en montrant les injustices auxquelles conduisait le système en vigueur; au comité confédéral, 20 organisations représentaient 5.875 membres, 20 autres 32.750 membres, 10 42.200 membres et 6 60.450 membres; donc, avec 38.586 membres, les premiers avaient une majorité assurée de 40 voix contre 16 à des organisations représentant plus de 100.000 syndiqués; en particulier les 40 membres du syndicat des élèves pharmaciens avaient les mêmes droits que le syndicat des mineurs ou celui des métallurgistes; les conséquences en étaient très graves pour l'orientation du mouvement. "Le comité confédéral, déclarait Keufer, soutenu par une très faible minorité de travailleurs, des petits groupes représentés par 2 ou 3 membres, quand ce n'est pas le secrétaire tout seul, parvient à étouffer les voix des organisations plus fortes... Ces petits groupes peuvent, sans rien compromettre de leurs intérêts personnels, se livrer à de continuelles affirmations de principes révolutionnaires, tandis que les décisions prises en commun n'entraînent de conséquences morales et de solidarité financière, n'imposent de réelles obligations qu'aux grandes organisations."

Par 822 mandats cependant contre 388, la proposition de Keufer fut écartée; les petits syndicats, détenant la majorité, ne songeaient pas à abandonner volontairement leurs privilèges; ils répondaient d'ailleurs en opposant à l'idéal parlementaire de la proportionnelle la conception syndicaliste de l'autonomie. Pour la majorité de l'époque, chaque syndicat en vaut un autre et doit être indépendant dans sa sphère d'activité.

La C.G.T. est une société des nations avant la lettre, qui doit respecter la souveraineté de ses membres et éviter d'établir entre eux aucune hiérarchie; il faut d'ailleurs reconnaître que la prédominance de la minorité, dangereuse dans une organisation centralisée, perd toute sa virulence dans un organisme qui ne prétend qu'à coordonner l'activité de groupements autonomes.

DOCUMENTS.

=====

A.- LE Xe CONGRES DES SYNDICATS RUSSES.

D'une étude sur le Xe congrès des syndicats russes publiée par le Bulletin d'Information des groupes de Liaison Internationale, nous extrayons ces quelques citations traduites du "Troud" (Le Travail), organe des syndicats russes.

Voici des extraits des nouveaux statuts des syndicats :

"... Les syndicats soviétiques réalisent toute leur activité sous la direction du parti communiste qui organise et dirige les forces de la société soviétique. Les syndicats soviétiques donnent de la cohésion aux masses, autour du parti de Lénine-Staline".

"... A toutes les étapes de la lutte pour l'édification de la société communiste, les syndicats invariablement se sont dirigés et se dirigent suivant les indications de Lénine et de Staline concernant le rôle des syndicats : écoles de communisme. C'est dans la sage direction du Parti Communiste de l'U.R.S.S. (bolchéviks), du grand chef du parti et du peuple, du camarade Staline, qu'est la force des syndicats soviétiques".

Les statuts prévoient également les devoirs du syndiqué :

"... Le syndiqué a pour devoir de (souligné dans le texte) :

a) Se conformer rigoureusement à la discipline de l'Etat et du travail;

b) Garder et consolider la propriété socialiste de la société en tant que base sacrée et intangible du régime soviétique, en tant que source et richesse de la Patrie, en tant que source de la vie aisée et civilisée de tous les travailleurs;

c) Relever ses capacités professionnelles et économiques, tendre à dominer la technique de son oeuvre;

d) Se soumettre aux statuts du syndicat, payer régulièrement ses cotisations."

Malgré tout cela, le président des syndicats russes,

le citoyen Kouznetzov note dans le Troud du 20 Avril dernier :

"Pourtant dans l'activité pour la sécurité du travail, beaucoup de syndicats n'utilisent que faiblement le droit qui leur est accordé de contrôler l'observation de la législation pour la protection du travail et sur les mesures techniques de sécurité; parfois ils tolèrent des manquements dans ce domaine."

Des syndicats qui se sont toujours dirigés et qui se dirigent toujours suivant les indications de Lénine et de Staline peuvent-ils tolérer des manquements dans un domaine fut-il celui de la sécurité du travail? Le citoyen Kouznetzov a commis là, n'en doutons pas, une imprudence de langage.

B.- L'OBSESSION DES SALAIRES.

Certains ont gardé le souvenir d'articles de Simone Weil, publiés avant la guerre dans diverses revues prolétariennes. Professeur de philosophie, Simone Weil a voulu connaître par elle-même la condition ouvrière et pendant un an travailla en usine. Réfugiée en zone Sud, après 40, elle travailla durement dans une ferme puis put s'échapper et se réfugier en Angleterre. Là elle s'astreint à ne se nourrir que des rations théoriques des Parisiens à l'époque; c'est, peut-on dire, de faim, d'épuisement qu'elle est morte.

La collection Espoir, dirigée par Albert Camus, vient de publier, à la N.R.F., un ouvrage posthume de Simone Weil : L'enracinement, prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain. Nous ne voulons ici ni analyser l'ouvrage ni en discuter les thèses. Nous nous contentons, pour cette fois tout au moins, d'en reproduire un bref passage qui peut, à lui seul, alimenter déjà tout un débat:

"...Des syndicats ne peuvent pas vivre si les ouvriers y sont obsédés par les sous au même degré que dans l'usine, au cours du travail aux pièces. D'abord parce qu'il en résulte l'espèce de mort morale toujours causée par l'obsession de l'argent. Puis parce que, dans les conditions sociales présentes, le syndicat, étant alors un facteur perpétuellement agissant dans la vie économique du pays, finit inévitablement par être transformé en organisation professionnelle unique, obligatoire, mise au pas dans la vie officielle. Il

est alors passé à l'état de cadavre.

D'autre part, il est non moins clair que le syndicat ne peut pas vivre à côté des partis politiques. Il y a là ^{une} impossibilité qui est de l'ordre des lois mécaniques. Pour une raison analogue, d'ailleurs, le parti socialiste ne peut pas vivre à côté du parti communiste, parce que le second possède la qualité de parti, si l'on peut dire, à un degré beaucoup plus élevé.

D'ailleurs l'obsession des salaires renforce l'influence communiste, parce que les questions d'argent, si vivement qu'elles touchent presque tous les hommes, dégagent en même temps pour tous les hommes un ennui si mortel que la perspective apocalyptique de la révolution, selon la version communiste, est indispensable pour compenser. Si les bourgeois n'ont pas le même besoin d'apocalypse, c'est que les chiffres élevés ont une poésie, un prestige qui tempère un peu l'ennui lié à l'argent, au lieu que quand l'argent se compte en sous, l'ennui est à l'état pur. D'ailleurs le goût des bourgeois grands et petits pour le fascisme, montre que, malgré tout, eux aussi s'ennuient..".

Les amis des CAHIERS F.P. doivent aider
Force Ouvrière.

Pour être tenu au courant de l'actualité syndicale et de toute la vie confédérale, il faut lire Force Ouvrière. Il faut s'y abonner. Il faut diffuser l'hebdomadaire officiel de la C.G.T.-F.O., indispensable à l'information de tous les syndiqués.

Chaque Jeudi le numéro : 10 frs.

Abonnements : 6 mois : 250 frs; - 1 an : 450 frs.

198, avenue du Maine, Paris (XIVe) -
C.C.P. Paris 5320-64.

PARMI LES PUBLICATIONS RECENTES.

Nous nous contentons de signaler ici quelques publications récentes particulièrement dignes, à nos yeux, de retenir l'attention des lecteurs syndicalistes. Et n'oublions pas le meilleur moyen de se les procurer : les commander à la Documentation Economique et Syndicale, coopérative d'édition et de librairie - 198, avenue du Maine, Paris (XIVe) - C.C.P. Paris 5450-00.

- Edouard DOLLEANS. - Le chartisme 1831-1848 - Nouvelle édition refondue - Rivière éditeur - Prix : 500 frs.

¶ Le travail forcé en U.R.S.S. - un important numéro spécial du Bulletin d'information des Groupes de Liaison internationale. (Textes officiels russes prouvant l'existence du travail forcé et des camps de concentration; témoignages permettant une évaluation du nombre des concentrationnaires et une appréciation de leur mode "d'existence"). -

Le numéro : 100 frs (franco 115 frs en s'adressant au gérant des Cahiers F.P.)

- DOLLEANS. - Histoire du mouvement ouvrier. 2 volumes - Colin éditeur - 450 frs le volume.

- M. MARTINET. - Culture prolétarienne. 1 volume - 200 frs.
